



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Licenciements chez Nestlé

Une demande de rencontre avec la direction générale de Nestlé a été formulée ce matin

A la suite de l'annonce faite par Nestlé ce matin et concernant la suppression possible de 500 postes de travail sur l'arc lémanique (Vevey, Lausanne et Bussigny), le Conseil d'Etat a immédiatement été informé de cette nouvelle par le chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (DEIS). Par ailleurs, sous l'égide du DEIS, une concertation a été mise en place entre l'Etat et les communes concernées. Enfin, une demande de rencontre formelle a été faite par le chef du DEIS à la direction générale de Nestlé, afin d'étudier toutes les solutions alternatives visant à diminuer l'impact des mesures annoncées par Nestlé.

Le chef du DEIS a été informé lundi soir des mesures prévues par Nestlé, à savoir la réorganisation des activités globales de technologie de l'information. Nestlé prévoit de réorganiser ses activités informatiques en Espagne. Ces mesures pourraient entraîner la suppression de 500 postes de travail dans les 18 prochains mois.

Le Conseil d'Etat déplore ces décisions et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur le personnel concerné. Sous l'impulsion du conseiller d'Etat Philippe Leuba, une coordination a immédiatement été mise en place entre l'Etat et les communes concernées. Dans cet esprit, le chef du DEIS a demandé ce matin une rencontre formelle avec la direction générale de Nestlé avant la fin de la semaine, dans le but d'aborder les alternatives possibles pouvant conduire à réduire les effets de la décision de Nestlé.

Par ailleurs, le chef du DEIS souligne que la nouvelle annoncée ce matin ne remet d'aucune façon en cause la forte présence de Nestlé en Suisse ou dans le canton. Au contraire, les effectifs de la multinationale ont progressé de 3000 postes en 15 ans, atteignant plus de 10'000 emplois en Suisse, dont 6000 dans le canton en 2017. La direction de Nestlé a enfin confirmé qu'il n'existait aucun autre plan de restructuration concernant la Suisse.

Lausanne, le 29 mai 2018